

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 18 avril 2024

Le FMI a révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB mexicain pour 2024, l'estimant désormais à 2,4 % (contre 2,7 % estimés en janvier 2024).

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 2,4 %

Prévision du taux de croissance du PIB mexicain pour 2024 par le FMI

La révision à la baisse du taux de croissance serait liée au ralentissement de l'économie domestique observé depuis la fin de l'année 2023, en raison notamment d'une contraction du secteur manufacturier.

Le FMI a également ajusté sa prévision de croissance du PIB pour 2025, à 1,4 % contre 1,5 % en janvier, en raison du ralentissement économique aux Etats-Unis et d'une consolidation budgétaire au Mexique.

Le Ministère des Finances mexicain (SHCP) se montre plus optimiste que le FMI, et prévoit une croissance du PIB en 2024 de 3 %, tirée par le dynamisme du marché du travail, de la demande domestique, ainsi que le *nearshoring*.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**En 2024, l'inflation annuelle moyenne atteindrait 4 % et ralentirait à 3,3 % en 2025, selon le FMI.** Ainsi, l'inflation mexicaine convergerait vers la fourchette cible de la Banque Centrale du Mexique (Banxico), fixée à 3 % (+/- 1 pp). A titre de comparaison, la moyenne pour la région Amérique Latine et Caraïbes serait de 16,7 % en 2024 et 7,7 % en 2025 notamment tirée par l'Argentine et le Venezuela. L'organisation internationale aurait également estimé le déficit du compte courant mexicain à -2,5 % du PIB en 2024 et 2025, contre -3 % du PIB en 2023. Finalement, le taux de chômage atteindrait 2,8 % en 2024 et 3,2 % en 2025 (contre 2,8 % enregistré en 2023).

**En février 2024, l'activité industrielle aurait ralenti à 1,5 % g.a (contre 1,7 % g.a. en janvier 2024) selon l'INEGI.** En outre, l'industrie aurait crû de 1,6 % sur le premier bimestre de 2024 (contre 3,1 % sur janvier et février 2023). En particulier, l'activité minière aurait baissé de 4 % g.a. en février 2024 et le secteur manufacturier se serait maintenu inchangé (+0 % g.a) sur la période. L'industrie devrait se stabiliser sur le court terme notamment avec l'achèvement des grands projets d'infrastructures publics ainsi qu'une consommation solide.

## Finances publiques

**Pour 2025, le Ministère des Finances (SHCP) prévoit un déficit public à 3 % du PIB et mènerait une consolidation budgétaire.** Le déficit public de 2024, estimé à 4,9 % du PIB selon le SHCP, serait dû à l'achèvement des grands projets d'infrastructure du Président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO). Pour 2024, les besoins d'emprunt du secteur public seraient estimés à 6 % du PIB et les dépenses approuvées seraient fixées à 500 Mds EUR. Par ailleurs, le gouvernement prévoirait une réduction des dépenses à hauteur de 24 % du PIB en 2025.

**Le Président AMLO terminerait son mandat en juin 2024 avec un déficit budgétaire à 5,9 % du PIB selon le FMI.** Pour 2025, l'organisation internationale prévoit un déficit à 3 % du PIB, en lien avec l'achèvement des grands travaux d'infrastructures du gouvernement actuel. Par ailleurs, selon le FMI la dette publique mexicaine s'élèverait à 55,6 % du PIB en 2024 contre 47,9 % du PIB estimés en 2023 et 50,8 % prévus en 2029 (en lien avec la baisse des recettes publiques).

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 18/04/2024
Bourse (IPC)	-2,16%	+1,89%	55415,69 points
Change MXN/USD	3,16%	-5,34%	16,96
Change MXN/EUR	2,49%	-8,05%	18,10
Prix du baril mexicain	-0,78%	+6,37%	78,92

## Amérique centrale

Les pays du CA-4 auraient reçu plus de 42 Mds USD de transferts de fond (*remesas*) en 2023. Selon les Banques Centrales et le Conseil Monétaire intergouvernemental d'Amérique Centrale, les *remesas* seraient passées d'environ 19 Mds USD en 2017 à 42 Mds USD en 2023. Cette hausse de 147 % s'expliquerait par l'augmentation importante de l'émigration, principalement vers les Etats-Unis. Les transferts de fonds sont l'une des principales sources d'entrées de dollars dans ces pays et représenteraient aujourd'hui près de 27 % du PIB au Honduras, 26 % au Nicaragua, 24 % au Salvador et près de 20 % au Guatemala.

L'Union Européenne aurait ratifié l'Accord d'Association avec les pays d'Amérique centrale. Ce pilier commercial serait déjà appliqué provisoirement depuis 2013, éliminant la plupart des droits de douane à l'importation. Il prévoirait également un mécanisme de règlement des différends et un autre de médiation en cas de litiges concernant les barrières non tarifaires. L'accord aurait finalement pour vocation de stimuler les plans d'investissements dans des secteurs variés tels que le numérique, le climat, l'énergie, l'éducation, les transports ou encore la santé.

### Costa Rica

Selon le FMI, la croissance économique devrait atteindre 4 % en 2024 consolidant la dynamique positive de son économie. L'inflation devrait rester en dessous de la barre

des 2 % et le taux de chômage devrait croître de 1 point de pourcentage, atteignant 8,3 %. Saluant les résultats économiques du Costa Rica, le FMI aurait conclu un accord avec les autorités costariciennes sur la sixième révision du mécanisme d'élargissement de crédit (MEC) et la troisième révision de facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Une ratification de cet accord par le Conseil d'Administration du FMI permettrait de débloquer 270 M USD de DTS au titre du MEC et 240 M USD de DTS au titre du FRD.

## El Salvador

**Le Salvador aurait émis la dette la plus chère de son histoire, pour laquelle il paierait un taux d'intérêt de plus de 11,6 %.** L'émission serait d'1 Md USD sur 6 ans dont 40 % servirait à payer le rachat d'obligations et 60 % consacré aux dépenses courantes selon le gouvernement. Si le pays ne respecte pas certaines dispositions, il devra payer un coupon supplémentaire de 0,25 % à partir d'octobre 2025 ou de 4 % à partir d'octobre 2026. A noter que le Salvador a actuellement les notes de risque les plus basses d'Amérique centrale. Il est noté B- par *S&P Global Ratings*, CCC+ par *Fitch Ratings* et Caa3 par *Moody's*.

**Selon la Banque Centrale, le pays aurait clôturé l'année 2023 avec une hausse des exportations d'énergie de près de 86,3 % g.a.** Le Salvador aurait cessé d'importer de l'énergie et aurait exporté 74,6 M USD d'énergie, principalement en direction du Guatemala, du Costa Rica, et du Panama. Le phénomène climatique *El Niño* aurait (i) réduit les précipitations, (ii) affecté le niveau de réservoirs et (iii) participé à une crise énergétique régionale ; augmentant ainsi la demande. Le pays se serait alors positionné comme le principal fournisseur d'électricité sur le marché centre américain.

**Google aurait inauguré ses bureaux dans le cadre d'un accord de 500 M USD signé avec le gouvernement en septembre 2023.** L'accord prévoirait la fourniture de services *Google Cloud* durant 7 ans pour faire avancer trois piliers : le gouvernement numérique, la santé et l'éducation. De plus, Google travaillerait déjà sur le développement d'écosystèmes numériques pour l'importation, l'exportation et l'enregistrement sanitaire. Les prochaines étapes consisteraient à créer des plateformes permettant l'interopérabilité entre les institutions.

## Guatemala

**Selon la Banque Centrale, la croissance aurait connu un ralentissement au T4 de 2023, enregistrée à 2 %.** Après avoir oscillé autour des 4 % au cours des trois trimestres précédents, ce ralentissement s'expliquerait en raison de l'incertitude politique et du climat de tension et de protestation qui aurait duré jusqu'en janvier dernier. Il en résulterait une croissance annuelle de 3,5 %. Pour 2024, la Banque Centrale prévoirait une croissance entre 2,5 % et 4,5 %, et entre 2,6 % et 3,6 % pour 2025.

## Honduras

**Le pays aurait perdu plus de 50 M USD en raison des pannes d'électricité sur le T1 2024, soit une hausse de + 57 % g.a.** En moyenne, la demande en électricité augmenterait de 5 % chaque année. Or, l'offre n'ayant pas augmenté au même rythme, cela aurait conduit le pays à un déficit. Cette situation pourrait s'aggraver avec le réchauffement climatique notamment en raison de (i) l'augmentation des températures, (ii) du manque de précipitations mais aussi (iii) du nombre de phénomènes conduisant à une baisse de la production d'électricité par la biomasse.

## Nicaragua

**Le gouvernement réclamerait plus de 12 Mds USD de dettes aux États-Unis en compensation des dommages causés par le financement de la guerre des années 1980.** La demande d'indemnisation, ordonnée une première fois le 27 juin 1986 dans un arrêt de la Cour internationale de justice (CIJ), a été officiellement abandonnée par le Nicaragua en 1991. Cependant, le gouvernement du président Ortega insisterait de nouveau pour la percevoir. L'ambassadeur du Nicaragua devrait présenter une note à l'ONU dans laquelle il réaffirmerait que l'arrêt est toujours en vigueur et que les États-Unis auraient l'obligation de s'y conformer.

**Deux mémorandums auraient été signés avec la Biélorussie pour un montant de 100 M USD.** L'un d'eux permettrait au Nicaragua de recevoir jusqu'à 700 pièces d'équipement qui servirait à renforcer les capacités des ministères des transports et des infrastructures, de l'agriculture et de la sylviculture, ainsi que des municipalités. Selon le gouvernement, l'équipement comprendrait entre autres des machines de construction, d'entretien des routes et de nettoyage municipal. L'autre mémorandum aurait quant à lui été signé avec l'armée et porterait également sur des fournitures et des équipements.

## Panama

**Selon les ministères de l'Economie et des Finances et des Travaux Publics, la construction du quatrième pont sur le Canal de Panama devrait coûter 2,14 Mds USD, dont 1,37 Md USD d'investissements.** Ce projet mené par un consortium d'entreprises chinoises serait financé via des prêts de la banque japonaise *Mizuho* et de la banque panaméenne *Banitsmo* avec des paiements échelonnés jusqu'en 2032. La construction de ce pont de 3,6 km comprenant 6 voies de circulation devrait générer 3 500 emplois. Le début des travaux serait prévu pour le deuxième semestre 2024.

**Le FMI a revu à la baisse sa projection de croissance économique pour le pays prévoyant désormais une croissance de 2,5 % du PIB en 2024 et de 3 % en 2025.** Ce niveau demeurerait néanmoins supérieur à la croissance moyenne des économies des

pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, projetée à 2 % selon l'étude du *World Economic Outlook* publiée le 17 avril 2024. L'inflation devrait continuer de se situer autour de 2 % pendant que le chômage devrait toucher 8,4 % de la population active du Panama. Par ailleurs, le ministre de l'Economie et des Finances se serait montré plus optimiste en prévoyant une croissance de 5 % pour 2025 tout en justifiant le ralentissement actuel par la fermeture de la mine de cuivre, effective depuis novembre 2023. Celle-ci pourrait faire augmenter le taux de chômage de 1,5 points de pourcentage (pp.) pour le rapprocher des 9 % selon la ministre du Travail.

## Caraïbes

Le FMI, via son édition du *World Economic Outlook* d'avril 2024, aurait estimé la croissance pour la région Caraïbes (hors Guyana) à 4,2 % en 2023 et 3,7 % en 2024. Saint-Vincent-et-Grenadines aurait connu la croissance la plus élevée de la région avec 6,2 % en 2023 et Antigua-et-Barbuda occuperait cette place en 2024 avec une prévision de croissance du PIB de 6,1%. La Jamaïque connaîtrait les estimations les plus faibles de la région avec 2,2 % en 2023 et 1,8 % en 2024.

### Prévisions d'évolutions du PIB des pays des Caraïbes pour 2023 et 2024 – en %

Pays	2023	2024 (p)
Caraïbes (sans la Guyane)	4,2	3,7
Antigua-et-Barbuda	5,9	6,1
Barbade	4,4	3,7
Bahamas	4,3	2,3
Dominique	4,7	4,6
Grenada	4,8	4,1
Jamaïque	2,2	1,8
Saint-Christophe-et-Niévès	3,5	4,7
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6,2	5,3
Sainte-Lucie	3	2,4
Trinité-et-Tobago	2,1	2,4

Source : WEO, Avril 2024

Selon le FMI, la majorité des pays de la région auraient réussi à maintenir un niveau d'inflation autour des 2 %, avec des évolutions positives à noter du côté d'Antigua-et-Barbuda, de la Grenade, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ou de la Barbade **notamment**. A l'inverse, la Jamaïque connaîtrait le taux d'inflation le plus conséquent, à hauteur de 6,9 % en 2023 et 5,5 % en 2024

## Prévisions d'évolutions de l'inflation des pays des Caraïbes pour 2023 et 2024 – en %

Pays	2023	2024 (p)
Caraïbes (sans la Guyane)	3,1	2,5
Antigua-et-Barbuda	3,3	2,2
Barbade	4,8	2,7
Bahamas	1,9	2,4
Dominique	2,3	2,2
Grenada	2,7	1,8
Jamaïque	6,9	5,5
Saint-Christophe-et-Niévès	2,1	2,3
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	4,1	2
Sainte-Lucie	2,2	1,8
Trinité-et-Tobago	0,7	2,2

Source : WEO, Avril 2024

### Bahamas

La Banque Interaméricaine de Développement aurait approuvé la mise en place d'une ligne de crédit à hauteur de 60 M USD pour soutenir les petites et moyennes entreprises du secteur de l'économie bleue sur l'île.

### Cuba

Selon la *IE University Auxadi e Iberia*, l'investissement espagnol en Amérique latine démontrerait d'un manque d'attractivité pour Cuba. Pour déterminer les risques auxquels sont exposées les sociétés espagnoles sur le continent, plusieurs critères ont été retenus tels que l'instabilité politique, le taux de change, l'incertitude juridique ou encore l'infrastructure déficiente. Sur ce dernier point, Cuba serait particulièrement mal classée, notamment aux côtés du Pérou et de la Colombie. Concernant les critères d'attractivité de la zone, la main d'œuvre qualifiée et la situation géographique ont été prises en compte, catégories sur lesquelles Cuba n'arriverait pas non plus à se démarquer de ses voisins. Enfin, les indicateurs montrent que, même si l'Espagne continue d'être l'un de ses premiers partenaires étrangers de Cuba, seules 2 % des sociétés espagnoles présentes en Amérique latine auraient investi à Cuba en 2023. Pour cette année, les perspectives ne sembleraient pas plus encourageantes.

## République Dominicaine

**Selon le Ministère de l'Economie de la République dominicaine, le flux entrant de devises étrangères aurait augmenté de 3,6 % g.a en 2023.** Par rapport à 2022, les entrées auraient augmenté de 1,4 Mds USD, atteignant un total de 40,4 Mds USD en 2023. Cette croissance s'expliquerait par (i) l'augmentation des recettes touristiques (+ 17 % g.a.), (ii) l'accroissement des transferts de fonds (+ 3 % g.a.) et (iii) la hausse des investissements directs étrangers (+ 9 % g.a.). La baisse des entrées de devises provenant des exportations (-6 %) n'aurait donc pas affecté le volume total des flux entrants.

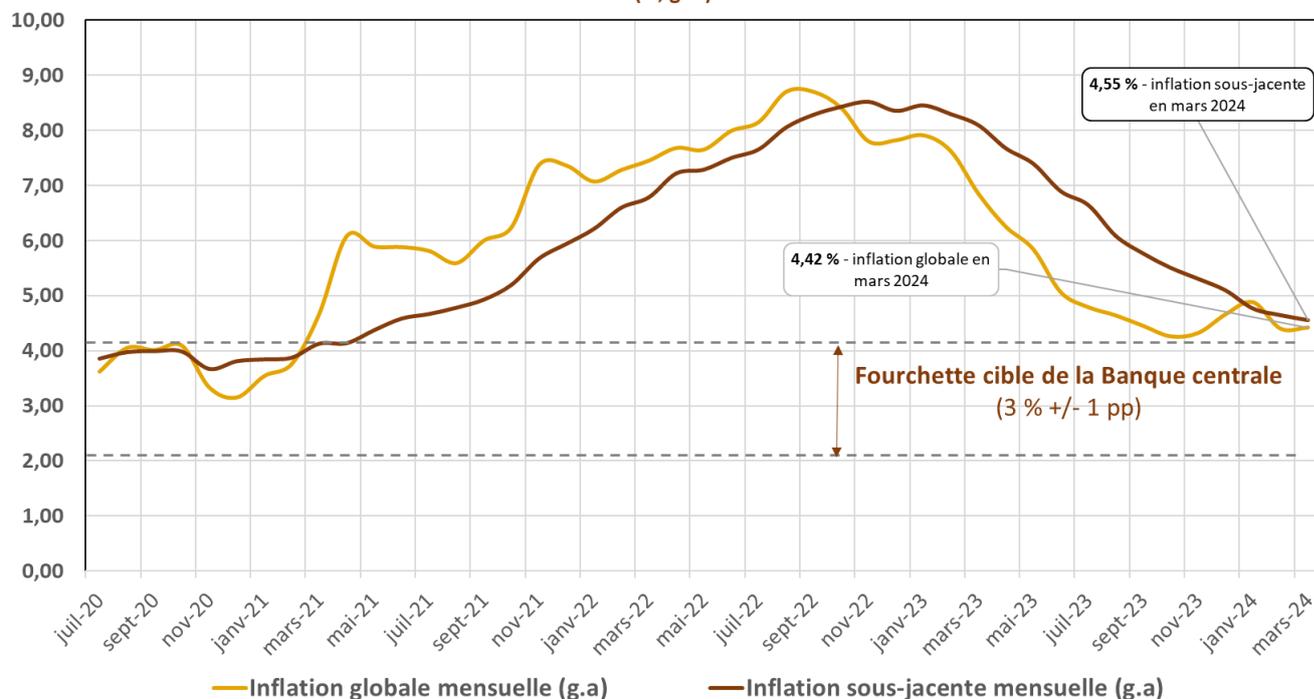
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	2,7 %	54,7 %	3,8 %	11%
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

### – Annexe Graphique Mexique –

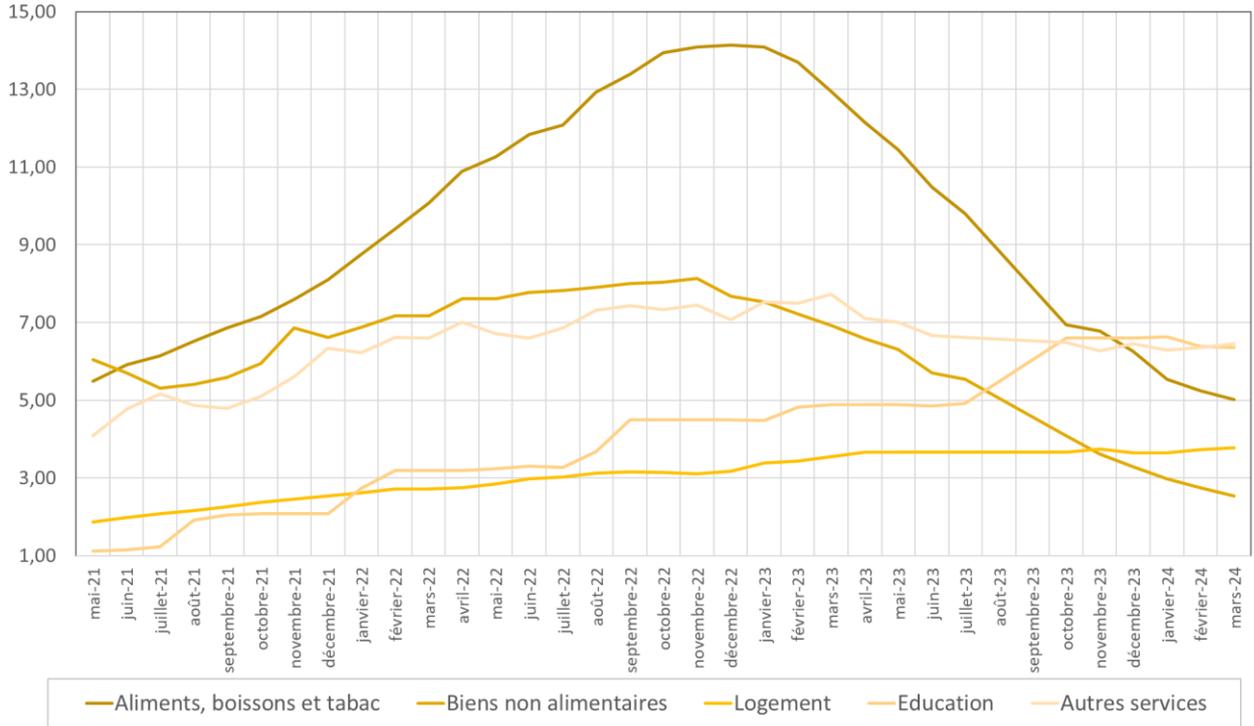
#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



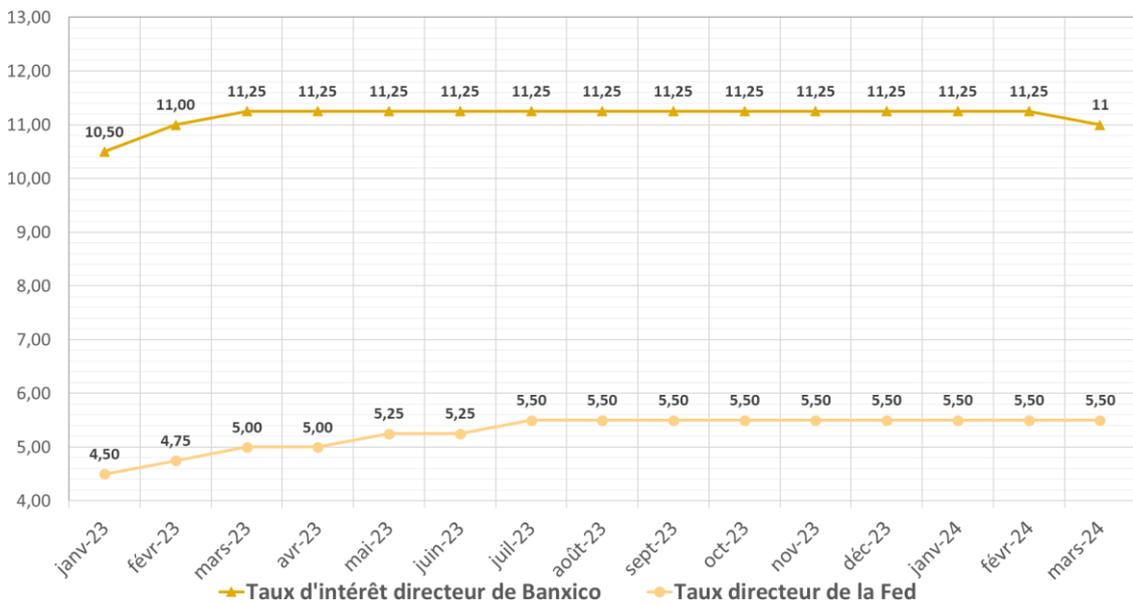
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

### EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

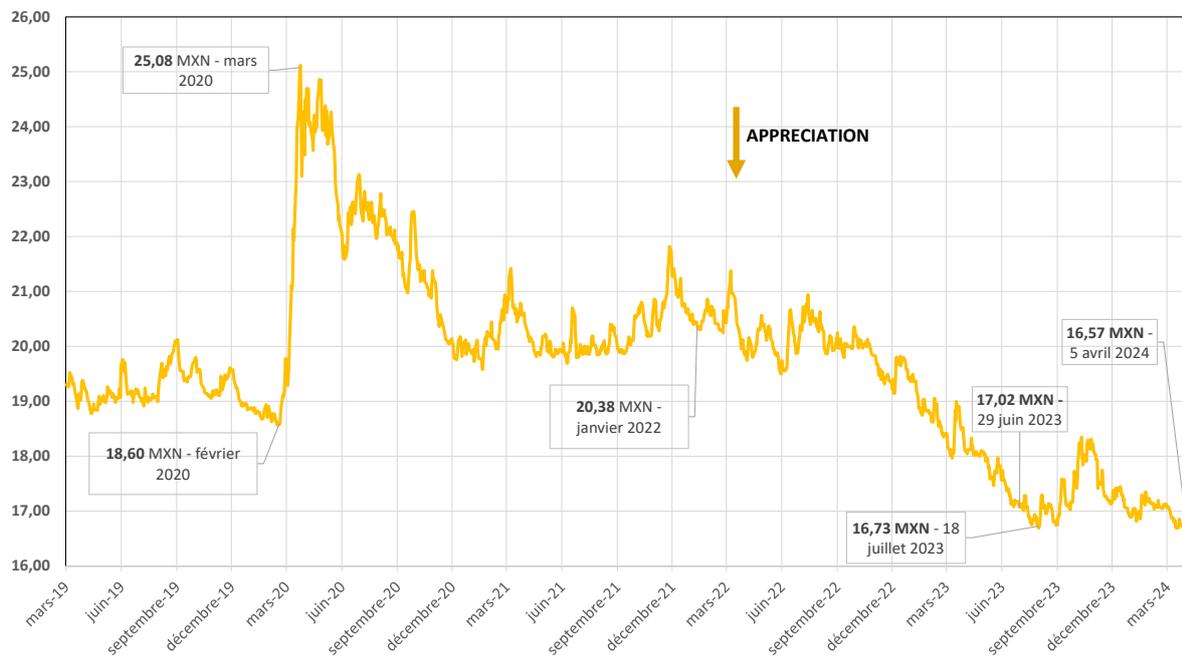
### DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

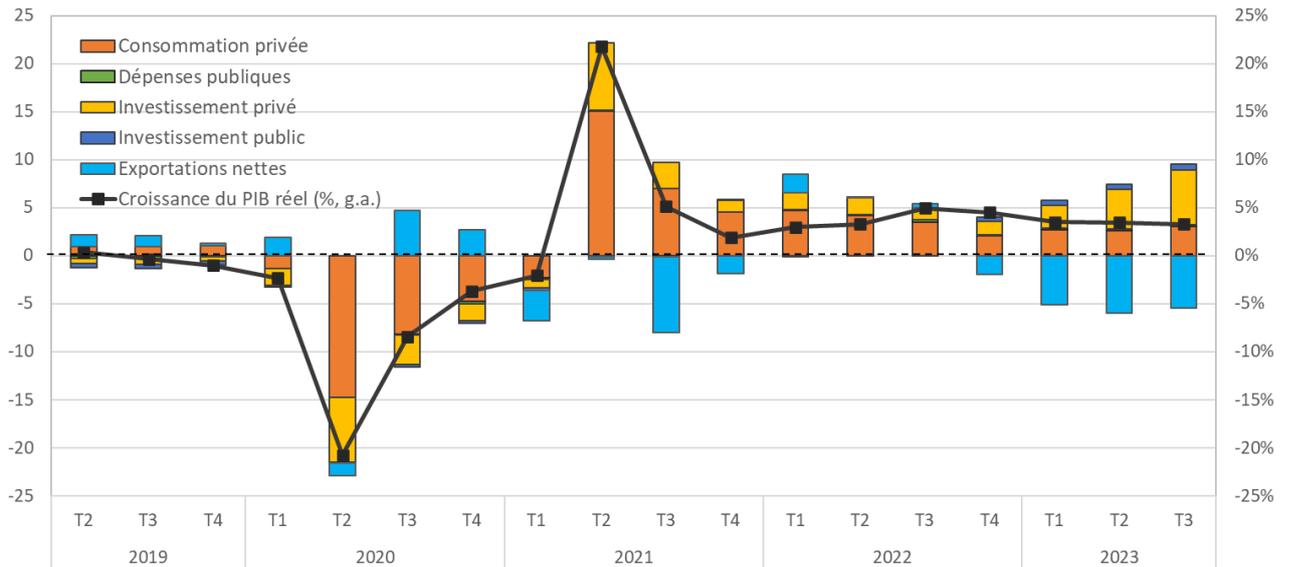
### EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source: Banque centrale du Mexique

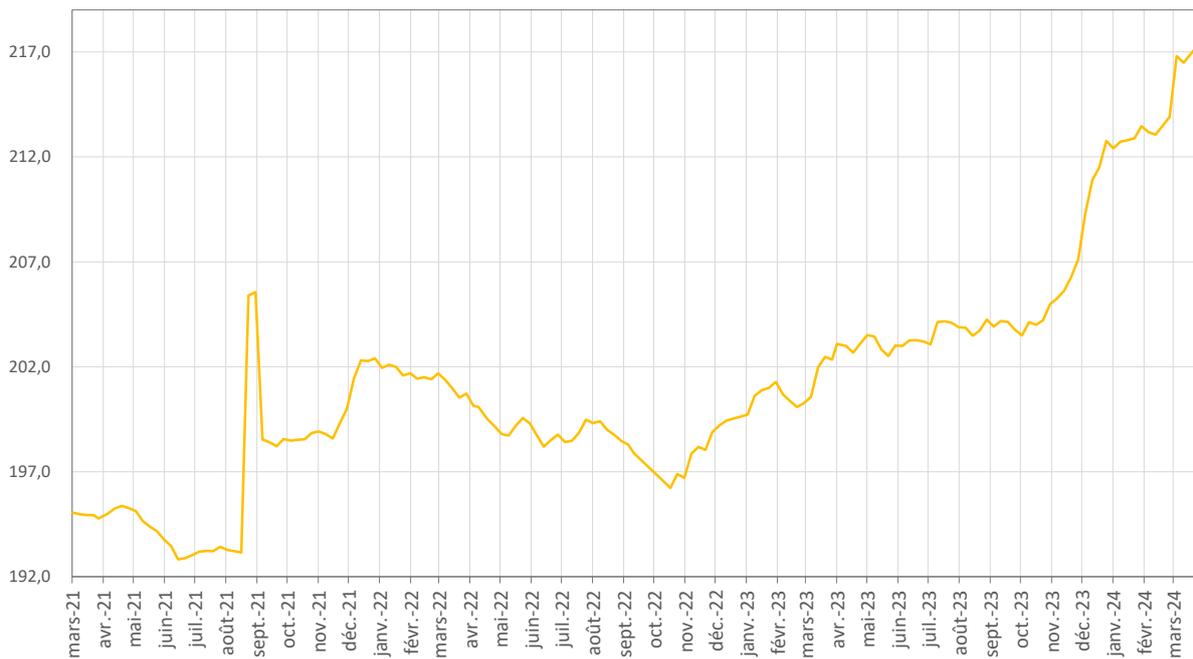
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)